

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR
L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES (CEPALC)**

RAPPORT BIENNAL

(12 mai 1990 – 15 avril 1992)

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS, 1992

SUPPLEMENT N° 15



NATIONS UNIES
Santiago du Chili, 1992

519(XXIV) BASES DE LA TRANSFORMATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION
DANS UN CLIMAT D'EQUITE EN AMERIQUE LATINE
ET AUX CARAIBES

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Considérant que le document du secrétariat intitulé Transformation du processus de production dans un climat d'équité,¹ accueilli favorablement par la Commission lors de sa vingt-troisième session, de même que le document intitulé Une approche intégrée,² dont elle est saisie, présentent un cadre de référence actualisé, cohérent et utile pour orienter les efforts des gouvernements vers la solution des problèmes du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes,

Tenant compte du fait que le produit moyen par personne occupée aussi bien que la productivité globale ont stagné à partir des années 70, pour baisser progressivement par la suite, et que les sources traditionnelles de croissance régionale ont tendu à se tarir, en même temps que s'est aggravée dans les années 80, la tendance à la concentration du développement d'après-guerre,

Ayant présent à l'esprit que les efforts considérables d'ajustement et de stabilisation déployés dans les années 80 commencent à produire des effets en matière de maîtrise de l'inflation, de diversification de la structure de production et d'exportation, et en termes de retour progressif du financement extérieur,

Tenant compte du fait que les résultats atteints à ce jour l'ont été à un coût élevé pour de grandes catégories de la population, et que cette situation ne s'inverse que très lentement, ce qui va jusqu'à menacer la cohésion sociale indispensable pour consolider les régimes politiques pluralistes et démocratiques,

Reconnaissant que les progrès ne peuvent être maintenus sans une augmentation de la productivité, et sans tenir compte de l'influence du développement sur la pérennité de l'environnement,

Considérant le besoin d'articuler les politiques à court terme dans une optique à moyen et long terme compatible avec la modernisation du processus de production, ainsi que les multiples pressions qui s'exercent sur les gouvernements et les sociétés civiles en vue de la reprise d'une croissance qui favorise l'équité, protège l'environnement et consolide les processus démocratiques,

Tenant compte également du fait que, pour combler le retard technologique et améliorer l'insertion internationale des économies d'Amérique latine et des Caraïbes, les efforts consentis sur le plan intérieur doivent pouvoir s'inscrire dans le contexte d'une économie mondiale en expansion, d'un régime commercial ouvert, transparent et non discriminatoire, de taux de change plus stables et d'un transfert accéléré de technologies, ainsi qu'un progrès continu vers la solution des problèmes liés à l'endettement extérieur des pays de la région, comprenant la prise en considération des besoins de financement extérieur pour le développement régional, et tenant compte de la rigueur des ajustements effectués,

¹ Transformation du processus de production dans un climat d'équité: L'objectif primordial du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les années 90 (LC/G.1601-P).

² Equité et transformation du processus de production: une approche intégrée (LC/G.1701(SES.24/3) et Corr.1).

1. Souligne qu'une croissance accompagnée d'équité, soutenable du point de vue de l'environnement et dans un climat démocratique est non seulement désirable mais possible et étant donné que l'on ne saurait parvenir à l'équité sans une croissance ferme et soutenue, une telle croissance exige également un degré raisonnable de stabilité socio-politique, laquelle implique, à son tour, que soient remplies certaines exigences en matière d'équité;
2. Souligne également que, eu égard à cette corrélation entre la croissance et l'équité, il est nécessaire d'avancer vers la réalisation des deux objectifs de façon simultanée et non pas séquentielle, ce qui constitue un défi historique pour la région;
3. Lance un appel à la communauté internationale et à ceux qui élaborent les politiques de développement pour qu'ils intensifient leurs efforts afin de tenir compte des groupes les plus vulnérables de la population et les considérer comme des participants à part entière au processus de développement; en particulier, il convient de considérer le rôle que joue la femme dans ce processus;
4. Prie instamment la communauté internationale d'intensifier la libéralisation des échanges dans tous les domaines, afin d'instaurer progressivement un ordre commercial multilatéral ouvert et non discriminatoire, dont la réglementation et la supervision soient accessibles à tous les pays; l'issue favorable des négociations de l'Uruguay devrait représenter une étape importante de ce processus;
5. Lance un appel à la Communauté économique européenne pour que la mise en place de son union économique tienne compte des intérêts commerciaux de la région;
6. Demande instamment à tous les pays créditeurs de réaffirmer leur engagement à l'égard de l'évolution de la stratégie internationale en matière d'endettement, en accordant un ferme soutien en faveur de l'utilisation de ressources officielles pour financer la réduction de la dette bancaire commerciale, la pleine exécution des programmes de réduction de la dette des pays en développement dans le cadre du Club de Paris, et accueille avec satisfaction les mesures récemment adoptées —telles que la création de groupes d'appui— en ce qui concerne les pays en développement endettés principalement auprès d'institutions financières multilatérales;
7. Note avec satisfaction la reprise des prêts privés consentis à certains pays de la région, ce qui constitue un signe de confiance à l'égard des politiques appliquées lesquelles autorisent un nouvel optimisme permettant d'espérer que ces courants de prêts s'améliorent, tant du point de vue des conditions que de leur volume;
8. Souligne que la Commission est l'instance appropriée pour réexaminer les cadres théoriques dans lesquels s'inscrit le développement dans la région et évaluer les retombées de l'économie internationale sur ce développement;
9. Accueille favorablement le document du secrétariat sur l'approche intégrée,³ complément précieux des principes formulés dans le document sur la transformation du processus de production dans

³ Ibid.

un climat d'équité,⁴ lequel propose un ensemble de moyens d'action orientés fondamentalement sur la voie d'une solution intégrée des problèmes d'équité et de transformation du processus de production;

10. Exprime sa satisfaction pour les efforts que déploie le Secrétariat afin de donner un contenu pratique et opérationnel à la stratégie de transformation du processus de production dans un climat d'équité;

11. Recommande au Secrétariat de faire connaître largement le contenu de ses documents, afin de favoriser leur diffusion et leur discussion à l'échelon politique et de l'opinion publique, de manière à stimuler les consensus susceptibles de conduire à la mise en oeuvre de la stratégie proposée dans un climat démocratique;

12. Prie instamment le Secrétariat, à titre de préoccupation permanente de la Commission, de continuer à s'occuper de définir un cadre de référence pour le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, en faisant ressortir le rapport qui existe entre la transformation du processus de production et l'équité;

13. Demande au Secrétariat d'accorder la priorité, dans le contexte de ses efforts d'analyse intégrée des aspects économiques et sociaux, à l'examen des points suivants:

- a) La coopération régionale et les modalités d'intégration, qui sont appelées à jouer un rôle important pour compléter l'action menée sur le plan intérieur et l'effort en vue d'améliorer la compétitivité internationale;
- b) Les défis démographiques et, en particulier, ceux que posent les migrations nationales et internationales, la croissance de la population et la planification de la famille, l'urbanisation et l'offre de services publics;
- c) La conjoncture internationale, y compris l'évolution du commerce, et notamment les distorsions qui entravent les exportations de la région; l'accès aux technologies et à la propriété intellectuelle, et les nouvelles sources de financement extérieur;
- d) Le financement intérieur et extérieur du développement, et
- e) La modernisation du secteur public et le rôle de l'Etat dans le cadre d'un processus démocratique et durable de transformation du processus de production dans un climat d'équité, y compris le réexamen de la fonction de planification et de la politique des pouvoirs publics, dans le contexte d'économies ouvertes et compétitives, à vocation exportatrice.

⁴ Transformation du processus de production dans un climat d'équité: L'objectif primordial du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les années 90 (LC/G.1601-P).